



## MIX ÉLECTRIQUE 2050



INFO

02/03/2021

### L'intérêt des citoyens et le réalisme doivent guider l'avenir électrique de la France

Après l'été 2020 qui a mis l'électricité californienne en tension, une nouvelle alerte vient des États-Unis. Le Texas a été soumis à une vague de froid exceptionnelle. La résilience du système électrique, qui est un impératif vital pour l'économie et la société, est de plus en plus mise en danger par les événements climatiques extrêmes et ne doit plus être laissée au hasard. Quant à la Suède, elle vient de vivre une crise électrique qui l'a obligée à importer de l'électricité carbonée des pays voisins, ce qui a relancé le débat sur la nécessité d'un mix électrique diversifié ne reposant pas que sur les énergies renouvelables (EnR).



Tous ces événements confortent l'Alliance CFE UNSA Énergies dans sa conviction que la priorité de toute politique énergétique, c'est d'assurer la sûreté et la résilience du système électrique, comme le laisse entendre France Stratégie dans ses derniers travaux. Dès lors, elle dénonce l'irresponsabilité de ceux qui voient dans l'étude AIE-RTE récemment rendue publique « *un rapport qui fera date dans l'histoire* », voire « *un moment copernicien* », alors même que ses conclusions incitent à la plus grande prudence.

C'est en effet oublier un peu vite que cette étude décrit un scénario à forte proportion d'EnR qui serait, en théorie, techniquement possible mais au prix de nombreuses conditions loin d'être

assurées et de paris tout sauf gagnés, qu'il s'agisse de ruptures technologiques, d'industrialisation ou d'acceptabilité sociétale, sans même parler des coûts. Faire reposer la résilience du système électrique et donc la sécurité électrique des Français sur de tels paris voire des chimères serait aussi inconscient qu'irresponsable.

Au moment où des doutes s'expriment sur la capacité de la France à atteindre ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030 et où Météo France publie des projections climatiques alarmantes, l'Alliance CFE UNSA Énergies est convaincue que le mix électrique à horizon 2050 doit être guidé par le souci de décarboner de manière massive, rapide mais surtout la plus sûre possible. Plutôt que faire reposer l'objectif de neutralité carbone en 2050, qui est un défi herculéen, sur des ruptures technologiques et sociétales incertaines qui mèneraient à l'impasse, mieux vaut un choix qui garantit l'atteinte de cet objectif climatique, en faisant appel à un modèle de mix électrique qui a déjà fait ses preuves et qui limite paris et risques.

Ceci suppose de défendre un mix électrique diversifié misant sur la complémentarité entre nucléaire et EnR, comme le recommande l'Agence



Internationale de l'Énergie. C'est d'ailleurs ce qui conduit le gouvernement néerlandais, condamné pour insuffisance climatique, à envisager la relance du nucléaire.

Au-delà des priorités que sont la résilience électrique et la réussite de la décarbonation, c'est aussi sur les éléments de coût économique global du système électrique (y compris celui de l'adaptation des réseaux), de dynamique d'emplois, de chaînes de valeur industrielle bas carbone, d'acceptabilité sociétale et d'empreinte environ-

nementale, via les bilans carbone et en matériaux, que doit se fonder la politique énergétique. Ce sont ces priorités que l'Alliance CFE UNSA Énergies défendra dans la phase finale des travaux de RTE sur la vision 2050 pour définir le meilleur chemin, et donc le plus robuste, vers un mix électrique résilient, décarbonant et optimal tant au plan industriel, social, économique qu'environnemental, quitte à adapter les objectifs de réduction du nucléaire de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

**L'Alliance CFE UNSA Énergies demande enfin aux décideurs de ne pas oublier le risque politique majeur d'un abandon de souveraineté lié à une dépendance excessive aux importations de matières premières critiques et d'équipements. Une part trop importante de renouvelables conduirait en effet à la dépendance minérale, technologique et industrielle vis-à-vis notamment de la Chine qui a pris une longueur d'avance dans le domaine grâce à son marché intérieur, qui dispose des ressources minérales clefs et pour qui l'énergie est un terrain de conquête. En ces temps de débat européen sur l'autonomie stratégique, le système électrique français sera d'autant plus souverain qu'il reposera sur des technologies souveraines dont nous avons la pleine maîtrise.**

